

MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2004

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers du présent rapport annuel ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et la direction répond de l'intégrité et de l'objectivité des données qui y figurent. L'information financière présentée dans le rapport annuel est en conformité avec les états financiers.

Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient l'utilisation de registres et documents comptables, de dossiers, de systèmes de contrôle financier et de gestion, de systèmes d'information et de pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une certitude raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les avoirs sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et aux règlements qui en découlent ainsi qu'à la *Loi sur les musées* et aux règlements administratifs de la Société.

Le Conseil d'administration doit veiller à ce que la direction respecte ses obligations en matière de rapports financiers et de contrôle interne, ce qu'il fait par l'intermédiaire du Comité de vérification, composé en majorité d'administrateurs externes. Le Comité rencontre la direction et le vérificateur externe indépendant pour voir comment ces groupes s'acquittent de leurs responsabilités et discuter de points concernant la vérification, les contrôles internes et autres sujets financiers pertinents. Le Comité de vérification a revu les états financiers avec le vérificateur externe et a soumis son rapport au Conseil d'administration, qui a à son tour revu et approuvé les états financiers.

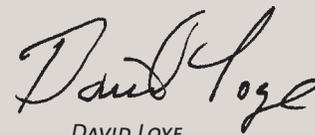
Le vérificateur externe de la Société, soit le vérificateur général du Canada, examine les états financiers et fait rapport au Ministre du Patrimoine canadien, responsable du Musée canadien des civilisations.



J. (JOE) GEURTS

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET

VICE-PRÉSIDENT PRINCIPAL



DAVID LOYE

CHEF DES SERVICES FINANCIERS



Auditor General of Canada
Vérificatrice générale du Canada

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À la ministre du Patrimoine canadien

J'ai vérifié le bilan du Musée canadien des civilisations au 31 mars 2004 et les états des résultats et de l'avoir du Canada et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 mars 2004 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous les égards importants, conformément à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements, à la *Loi sur les musées* et aux règlements administratifs de la société.

Pour la vérificatrice générale du Canada

Richard Flageole, FCA
vérificateur général adjoint

Ottawa, Canada
Le 14 mai 2004

MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

BILAN AU 31 MARS

ACTIF

(en milliers de dollars)	2004	2003
À COURT TERME		
Espèces et quasi-espèces (note 3)	42 063 \$	41 902 \$
Débiteurs (note 4)	5 603	4 816
Stocks	1 218	1 069
Frais payés d'avance	1 329	1 450
	50 213	49 237
Encaisse et placements affectés (note 5)	21 126	18 251
Collection (note 6)	1	1
Immobilisations corporelles (note 7)	84 952	28 728
	156 292 \$	96 217 \$

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le Conseil d'administration :

La présidente

Un membre

PASSIF

(en milliers de dollars)	2004	2003
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer (note 8)	24 014 \$	15 168 \$
Revenus reportés	1 676	1 271
	25 690	16 439
Avantages sociaux futurs (note 9)	2 528	2 673
Apports reportés (note 10)	14 126	11 251
Financement des immobilisations reporté (note 11)	92 138	43 377
	134 482	73 740
Engagements (note 16)		
AVOIR DU CANADA		
Grevé d'une affectation d'origine interne (note 12)	7 000	7 000
Non affecté	14 810	15 477
	21 810	22 477
	156 292 \$	96 217 \$

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'AVOIR DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

(en milliers de dollars)	2004	2003
Revenus (tableau 1)	12 802 \$	12 768 \$
Dépenses		
Collectionner et rechercher	10 402	10 762
Présenter, éduquer et diffuser	13 813	13 961
Musée canadien de la guerre	7 380	7 714
Fournir des installations	21 870	21 559
Services généraux	13 037	13 119
Total des dépenses (tableau 2)	66 502	67 115
Résultats d'exploitation nets avant financement public	(53 700)	(54 347)
Crédit parlementaire (note 17)	53 033	54 819
Bénéfice net	(667)	472
Avoir du Canada au début de l'exercice	22 477	22 005
Avoir du Canada à la fin de l'exercice	21 810 \$	22 477 \$

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

(en milliers de dollars)	2004	2003
Activités d'exploitation		
Encaissements (clients)	10 178 \$	10 598 \$
Encaissements (crédit parlementaire)	53 940	54 519
Décaissements (personnel et fournisseurs)	(57 861)	(60 425)
Intérêts reçus	1 596	1 106
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	7 853	5 798
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(60 322)	(15 736)
Augmentation de l'encaisse et des placements affectés	(2 875)	(3 479)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(63 197)	(19 215)
Activités de financement		
Crédit parlementaire pour l'acquisition d'immobilisations corporelles	52 515	29 453
Apports affectés et revenus de placement connexes	2 990	3 526
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	55 505	32 979
Augmentation des espèces et quasi-espèces	161	19 562
Solde au début de l'exercice	41 902	22 340
Solde à la fin de l'exercice	42 063 \$	41 902 \$

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 2004

1. MISSION ET MANDAT

Le 1^{er} juillet 1990, le Musée canadien des civilisations (la « société ») a été constitué en vertu de la *Loi sur les musées*. Le Musée canadien des civilisations est une société d'État mandataire nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Le Musée canadien des civilisations comprend le Musée canadien de la guerre.

Sa mission, telle qu'elle est énoncée dans la *Loi sur les musées*, est la suivante :

« accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, le respect et la compréhension critique de même que la connaissance et le degré d'appréciation par tous à l'égard des réalisations culturelles et des comportements de l'humanité, par la constitution, l'entretien et le développement aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets à valeur historique ou culturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de ces réalisations et comportements, et des enseignements et de la compréhension qu'ils génèrent. »

Les activités du Musée canadien des civilisations sont réparties en cinq secteurs qui se complètent mutuellement et qui se conjuguent pour lui permettre de réaliser tous les aspects de son mandat. Ces cinq secteurs sont :

Collectionner et rechercher

Gérer, développer, conserver et faire de la recherche sur la collection afin d'améliorer l'exécution des programmes et d'accroître les connaissances scientifiques.

Présenter, éduquer et diffuser

Développer, maintenir et diffuser les expositions, les programmes et les activités pour accroître la connaissance, la compréhension critique de même que le respect et le degré d'appréciation de toutes les réalisations culturelles et du comportement de l'humanité.

Fournir des installations

Gérer et maintenir toutes les installations ainsi que les services de sécurité et d'accueil.

Musée canadien de la guerre

Un musée affilié au Musée canadien des civilisations qui est voué à l'histoire militaire du Canada et à son engagement permanent à l'égard du maintien de la paix.

Services généraux

Gouvernance, gestion de la société, vérification et évaluation, collecte de fonds, activités commerciales, finances et administration, ressources humaines et systèmes d'information.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les conventions comptables importantes sont énoncées ci-après.

(a) Stocks

Les stocks, qui sont constitués d'articles pour les boutiques et de publications, sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

(b) Collection

La collection d'artefacts constitue la partie la plus importante des biens de la société. Une valeur symbolique de 1 000 \$ y est attribuée dans le bilan, en raison de la difficulté de donner une valeur significative à ces biens.

Les objets achetés pour la collection de la société sont comptabilisés comme dépenses au cours de l'exercice d'acquisition. Les objets donnés à la société ne sont pas inscrits dans les livres comptables.

(c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au prix coûtant, net de l'amortissement cumulé.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sur la durée de vie utile estimative des immobilisations :

Améliorations locatives et réfection des bâtiments	10 ans
Mobilier et matériel de bureau	8 ans
Matériel technique et informatique	5 et 8 ans
Véhicules à moteur	5 ans

(d) Avantages sociaux futurs

i) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pensions de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. La société verse des cotisations correspondant au plein montant des cotisations d'employeur. Ce montant représente un multiple des cotisations versées par les employés et pourrait changer au fil du temps selon la situation financière du Régime. Les cotisations de la société représentent l'ensemble de ses obligations en matière de prestations de retraite et sont imputées aux comptes de l'exercice. La société n'est pas tenue à l'heure actuelle de verser des cotisations au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique.

ii) Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations pour calculer la valeur de l'obligation au titre des indemnités de départ. Ces indemnités constituent pour la société la seule obligation de cette nature dont le règlement entraînera des paiements au cours des prochains exercices.

(e) Apports

La société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les apports non affectés sont constatés à titre de revenus au moment où ils sont reçus ou à recevoir, si le montant à recevoir peut être évalué de façon raisonnable et si sa perception est raisonnablement assurée. Les apports grevés d'affectations d'origine externe et les revenus de placement connexes sont reportés et constatés à titre de revenus au cours de l'exercice où les dépenses connexes sont engagées.

Le nombre d'heures de travail effectuées chaque année par les bénévoles est élevé. Or, en raison de la difficulté d'en déterminer la valeur avec justesse, les contributions sous la forme de services ne sont pas constatées dans les présents états financiers.

(f) Crédit parlementaire

Le gouvernement du Canada procure des fonds à la société sous forme de crédits parlementaires. La portion du crédit parlementaire affectée à l'achat d'immobilisations corporelles amortissables est comptabilisée à titre de financement des immobilisations reporté et est amortie selon la même méthode et sur la même période que les immobilisations correspondantes. Les crédits parlementaires pour des projets particuliers sont constatés à l'état des résultats dans l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. Le solde du crédit parlementaire est comptabilisé dans l'état des résultats de l'exercice pour lequel il est approuvé.

(g) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des revenus et des dépenses pour l'exercice. Les principaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimations sont les passifs reliés aux employés et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les montants réels pourraient différer significativement des estimations.

3. ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

La société investit sur le marché monétaire à court terme. Le rendement global du portefeuille au 31 mars 2004 était de 2,9 % (2,7 % en 2003). Tous les instruments de placements à court terme sont cotés R1 ou mieux par le Dominion Bond Rating Service. Le terme à courir moyen est de 36 jours (34 jours en 2003). La juste valeur des placements à court terme se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance imminente.

4. DÉBITEURS

(en milliers de dollars)	2004	2003
Taxes remboursables	3 406 \$	1 775 \$
Crédit parlementaire	1 256	2 160
Comptes-clients	896	842
Autres	45	39
	5 603 \$	4 816 \$

5. ENCAISSE ET PLACEMENTS AFFECTÉS

L'encaisse et les placements affectés comprennent les apports reçus de particuliers ou de sociétés pour une fin déterminée et les fonds grevés d'une affectation d'origine interne.

Le rendement global du portefeuille sur l'encaisse affectée au 31 mars 2004 était de 2,9 % (2,7 % en 2003). Tous les instruments de placements à court terme sont cotés R1 ou mieux par le Dominion Bond Rating Service. Le terme à courir moyen est de 37 jours (35 jours en 2003). La juste valeur des placements à court terme se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance imminente.

6. COLLECTION

La société assure le maintien des collections d'artefacts, d'objets et de spécimens liés aux cultures matérielles ainsi que de l'information qui s'y rapporte. Ces collections sont constituées par diverses divisions de recherche de la société. Les collections sont réparties en huit groupes liés à différentes disciplines :

Ethnologie – Collections ethnographiques et d'oeuvres d'art concernant principalement les Premiers Peuples nord-américains après qu'ils soient venus en contact avec les Européens.

Culture traditionnelle – Collections d'objets liés à la culture traditionnelle et aux métiers d'art et illustrant la diversité des influences ayant contribué à façonner la culture canadienne.

Histoire – Collections qui illustrent le vécu des gens ordinaires ainsi que de Canadiens célèbres.

Musée canadien de la poste – Collections d'articles philatéliques, d'objets d'art et de culture matérielle servant à illustrer le rôle des communications postales dans la définition et le façonnement d'une nation.

Musée canadien des enfants – Collections qui mettent l'accent sur la compréhension et les expériences interculturelles et s'assortissent d'un riche programme d'animation.

Histoire vivante – Collections de biens, de costumes et de ressources didactiques que les animateurs, les éducateurs et les autres membres du personnel utilisent afin de promouvoir la programmation du Musée et de la rendre vivante.

Musée canadien de la guerre – Collections d’armes et d’artefacts à caractère technologique qui illustrent l’évolution des techniques militaires; collections d’uniformes, de médailles, d’accessoires et d’insignes des Forces armées canadiennes et des forces alliées; collections de peintures, de dessins, d’estampes et de sculptures réalisés dans le cadre des programmes d’œuvres d’art militaire et œuvres modernes illustrant la participation canadienne à des missions de maintien de la paix.

Archéologie – Collections archéologiques de culture matérielle, d’anthropologie physique, de flore et de faune provenant de sites archéologiques et illustrant principalement la culture autochtone nord-américaine avant l’arrivée des Européens.

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers de dollars)		2004	2003	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Projet du nouveau				
Musée canadien de la guerre	66 523 \$	- \$	66 523 \$	11 213 \$
Améliorations locatives et réfection des bâtiments				
	40 222	23 257	16 965	15 368
Matériel informatique				
	8 930	8 297	633	699
Matériel technique				
	8 727	8 010	717	879
Mobilier et matériel de bureau				
	5 939	5 860	79	110
Véhicules à moteur				
	76	41	35	73
Propriété classée comme destinée à la vente				
	-	-	-	386
	130 417 \$	45 465 \$	84 952 \$	28 728 \$

Une catégorie de biens a été constituée pour le projet du nouveau Musée canadien de la guerre. Elle servira à rendre compte des dépenses d’immobilisation liées à la construction de l’immeuble et aux acquisitions de matériel pour le nouveau musée. Les sommes consacrées au projet du nouveau Musée canadien de la guerre sont transférées à la catégorie d’immobilisations corporelles appropriée à l’achèvement du projet et sont ensuite amorties en fonction de la politique d’amortissement en vigueur à la société.

Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les terrains et les immeubles qu’occupe présentement la société, étant donné qu’ils appartiennent au gouvernement du Canada.

8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

(en milliers de dollars)	2004	2003
Fournisseurs	20 360 \$	12 041 \$
Salaires et vacances à payer	2 034	1 915
Ministères et organismes du gouvernement	1 106	805
Portion à court terme des avantages sociaux futurs (note 9)	514	407
	24 014 \$	15 168 \$

9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

i) Régime de retraite

Le taux de cotisation de la société au Régime de pension de retraite de la fonction publique représentait 2,14 fois celui des employés (2003 – 2,14). Les cotisations versées par la société au Régime durant l'exercice ont été de 2 300 000 \$ (2003 – 2 383 000 \$).

ii) Indemnités de départ

La société paie des indemnités de départ à ses employés. Ce régime n'étant pas provisionné, il ne détient aucun actif et présente un déficit égal à l'obligation au titre des indemnités constituées. Les avantages futurs seront payés à même les crédits futurs ou au moyen d'autres sources de revenus, s'il y a lieu. Les opérations affectant le solde de l'obligation se détaillent comme suit:

(en milliers de dollars)	2004	2003
Obligation au titre des indemnités constituées au début de l'exercice	3 080 \$	2 743 \$
Dépense de l'exercice	277	575
Indemnités payées au cours de l'exercice	(315)	(238)
Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de l'exercice	3 042 \$	3 080 \$
Portion à court terme	514 \$	407 \$
Portion à long terme	2 528	2 673
	3 042 \$	3 080 \$

10. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés sont constitués du solde non dépensé des dons grevés d'affectations d'origine externe et des revenus de placement connexes.

Variations du solde des apports reportés :

(en milliers de dollars)	2004	2003
Solde au début de l'exercice	11 251 \$	7 772 \$
Plus dons reçus au cours de l'exercice	2 627	3 282
Plus revenus de placement reportés (note 13)	363	244
Moins dons constatés à titre de revenu	(115)	(47)
Solde à la fin de l'exercice	14 126 \$	11 251 \$

11. FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS REPORTÉ

Le financement des immobilisations reporté représente la tranche non amortie de crédits parlementaires affectés ou à être affectés à l'achat d'immobilisations corporelles amortissables.

Les changements apportés au solde du financement des immobilisations reporté se traduisent comme suit :

(en milliers de dollars)	2004	2003
Solde au début de l'exercice	43 377 \$	17 266 \$
Crédits parlementaires reçus au cours de l'exercice pour l'achat d'immobilisations corporelles amortissables	45 288	14 916
Crédits parlementaires reçus au cours de l'exercice pour l'achat d'immobilisations corporelles amortissables dans les exercices ultérieurs	7 227	14 537
Moins amortissement	(3 754)	(3 342)
Solde à la fin de l'exercice	92 138 \$	43 377 \$

12. AVOIR DU CANADA GREVÉ D'UNE AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE

Au 31 mars 2004, la société avait grevé d'une affectation d'origine interne une somme de 7 millions de dollars pour la construction d'un nouveau Musée canadien de la guerre.

13. INTÉRÊT SUR LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS

Voici l'intérêt sur liquidités et placements :

(en milliers de dollars)	2004	2003
Intérêt gagné sur les ressources non affectées	1 586 \$	1 098 \$
Intérêt gagné sur les ressources grevées d'affectations	373	252
Intérêt total gagné sur liquidités et placements au cours de l'exercice	1 959	1 350
Moins sommes reportées (note 10)	(363)	(244)
Intérêt total sur liquidités et placements constaté à titre de revenu	1 596 \$	1 106 \$

14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La société a engagé des dépenses pour les travaux et les services fournis par autres ministères et organismes. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des affaires, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées.

15. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

En plus des descriptions aux notes 3 et 5, la juste valeur des débiteurs, de l'encaisse et des placements affectés et des créiteurs et charges à payer se rapproche de leurs valeurs comptables respectives en raison de l'échéance imminente de ces instruments.

16. ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2004, la société avait passé, relativement à des services d'informatique, à des baux et à des services d'exploitation et d'entretien d'immeubles, des contrats à long terme dont la valeur résiduelle était de 18 699 000 \$. Les paiements minimums à effectuer dans les exercices à venir sont les suivants :

(en milliers de dollars)

2004-2005	8 062 \$
2005-2006	4 871
2006-2007	3 100
2007-2008	2 395
2008-2009	271
	<u>18 699 \$</u>

Au 31 mars 2004, la société avait passé des contrats à long terme d'une valeur résiduelle de 49 722 000 \$ pour des services de conception d'expositions, de matériel et de construction du nouveau Musée canadien de la guerre. La majeure partie des décaissements liés à ces contrats auront lieu au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2005. Le projet du nouvel édifice sera terminé au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2006.

17. CRÉDIT PARLEMENTAIRE

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Budget des dépenses d'exploitation et en immobilisations	84 326 \$	76 221 \$
Budget des dépenses supplémentaires et virements	17 867	5 193
	<u>102 193</u>	<u>81 414</u>
Portion du montant reportée pour des projets particuliers	(8 265)	(15 291)
Revenu reporté utilisé au cours de l'exercice pour compléter des projets particuliers	15 673	1 090
Montant utilisé pour l'acquisition d'immobilisations corporelles amortissables	(60 322)	(15 736)
Amortissement du financement des immobilisations reporté	3 754	3 342
Crédit parlementaire	<u>53 033 \$</u>	<u>54 819 \$</u>

18. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certaines données correspondantes ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

TABLEAU DES REVENUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

(en milliers de dollars)

TABLEAU 1

	2004	2003
Droits d'entrée et programmes	2 943 \$	3 105 \$
CINÉPLUS	2 039	1 953
Ventes – Boutiques	1 840	2 016
Intérêt sur liquidités et placements (note 13)	1 596	1 106
Location de salles et concessions	1 215	1 212
Stationnement	907	866
Subventions et commanditaires	679	744
Expositions itinérantes	356	283
Dons	192	440
Adhésion	160	134
Publications	104	116
Redevances	65	136
Autres	706	657
	12 802 \$	12 768 \$

TABLEAU DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

(en milliers de dollars)

TABLEAU 2

	2004	2003
Coût du personnel	28 155 \$	27 988 \$
Services professionnels et spéciaux	11 558	10 680
Impôts fonciers	5 860	5 494
Services de design et de fabrication	5 365	5 995
Amortissement	3 754	3 342
Réparations et entretien	2 554	3 209
Services publics	1 838	1 793
Mobilier et agencements	1 423	1 455
Marketing et publicité	1 337	1 186
Déplacements, accueil et transport	1 164	1 395
Location d'immeubles	1 112	1 132
Coût des marchandises vendues	1 101	1 073
Communications	872	1 012
Locations	137	160
CINÉPLUS – films	100	162
Acquisitions de pièces de collection	68	879
Autres	104	160
	66 502 \$	67 115 \$